



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM 2019-15 - Séance du 19 mars 2019**

*ACTES*

*4. Fonction publique*

*4.4 Autres catégories de personnels*

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	22
26	19	22	Contre	
			Abstention	

L'an 2019, le 19 mars à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 13 mars 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 13 mars 2019.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, MICHEL Yves.

**Pouvoirs de :** SUAY Régine pour BASSO Béatrice, DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc, AMALVY Marie-Thérèse pour DESTAILLATS Aline.

**Absents :** PEETERS Fabien, SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna.

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

## N° DLM 2019-15 – RESSOURCES HUMAINES : GRATIFICATION POUR UN STAGIAIRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Monsieur David RIBEIRO, Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme et aux travaux rapporte que des étudiants de l'enseignement supérieur peuvent être accueillis au sein des services de la mairie pour effectuer un stage dans le cadre de leur cursus de formation.

Il est précisé que le versement d'une gratification minimale à un stagiaire de l'enseignement supérieur est obligatoire lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou si au cours d'une même année scolaire ou universitaire, le stage se déroule sur une période de deux mois, consécutifs ou non.

Considérant la demande de Lucie WODECKI, d'effectuer un stage de 12 semaines du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 16 juin 2019 au sein des services de l'urbanisme, il est proposé au Conseil Municipal de fixer les conditions dans lesquelles une contrepartie financière lui sera versée.

Elle prend la forme d'une gratification dont le montant forfaitaire, accordée en contrepartie de services effectivement rendus à la collectivité, est déterminé par le montant applicable par les textes en vigueur.

La durée de deux mois s'apprécie en tenant compte de la présence effective du stagiaire.

Son versement restera néanmoins conditionné à l'appréciation de l'autorité territoriale sur le travail à fournir.

Il est proposé au Conseil Municipal :

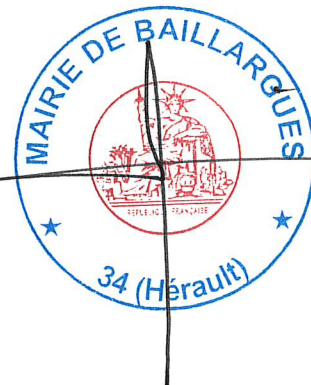
- d'instituer le versement d'une gratification des stagiaires de l'enseignement supérieur accueillis dans les services de la mairie selon les conditions prévues à cet effet,
- d'autoriser le Maire à signer les conventions à intervenir,
- d'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur David RIBEIRO et après en avoir délibéré à l'unanimité, **DÉCIDE** de procéder au versement d'une gratification des stagiaires de l'enseignement supérieur accueillis dans les services de la mairie selon les conditions prévues à cet effet, **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions à intervenir et **PRÉCISE** que les crédits prévus à cette rémunération sont inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Pour extrait conforme,

Le 20 mars 2019,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



### Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.